



MINISTÈRE AUPRÈS DE LA PRÉSIDENTIE EN CHARGE DES PROJETS PRÉSIDENTIELS,
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ÉQUIPEMENT

Conférence Mondiale d'HABITAT III

17 au 20 octobre 2016 à Quito, Equateur (séance plénière)

NOUVEL AGENDA MONDIAL URBAIN : SITUATION ET POSITION DE MADAGASCAR

par M. RABE Harimanana,

Directeur de la Ville et de la Planification Territoriale, Chef de délégation

Monsieur Le Secrétaire Général,
Monsieur Le Président de la Conférence d'Habitat III,
Monsieur Le Co-Président,
Honorables Membres de Bureau de ce grandiose, important et mémorable sommet mondial sur le logement et le développement urbain durable,
Chers Délégués,
Honorables invités,

Il m'échoit l'honneur de présenter ici la voix de Madagascar sur notre situation et nos engagements par rapport à l'adoption et les perspectives pour la mise en œuvre du Nouvel Agenda Mondial Urbain pour les vingt prochaines années.

Ainsi, je tiens tout d'abord à présenter ici les excuses de nos Autorités en l'occurrence Monsieur Le Ministre auprès de la Présidence chargé de l'Aménagement du Territoire et de l'Équipement qui n'a pas pu participer à cette imminente conférence, compte tenu de ses obligations. En effet, le sommet du COMESA se tient en ce moment à Antananarivo notre Capitale. Et comme vous le saviez, nous sommes en pleine préparation de l'accueil de XVI^e sommet de la Francophonie qui se tiendra les 26 et 27 novembre 2016 à Antananarivo, ce qui est une opportunité pour Madagascar en terme de développement et d'ouverture partenariale dans plusieurs secteurs notamment le secteur urbain et l'habitat.

Monsieur Le Secrétaire Général, nous vous saluons et vous adressons toutes nos félicitations ainsi qu'à toute votre équipe, d'avoir pu mener à terme ce long et complexe processus qu'est la Conférence d'Habitat 3. Nous sommes aujourd'hui à Quito pour vivre ensemble cet événement mémorable et unique avec succès, en présence de quelques 45 000 participants venus honorer et affirmer l'importance, le rôle et la place du logement et du développement urbain durable dans chaque pays ici représentés.

Nous adressons également toutes nos reconnaissances à l'égard du Gouvernement de l'Equateur, des Autorités ainsi qu'à la population de Quito et de l'Equateur tout entier de l'accueil et l'hospitalité chaleureux pour la tenue de cette conférence mondiale.

Il n'est point à démontrer aujourd'hui la situation de plusieurs pays surtout en Afrique, que le phénomène d'urbanisation préoccupe au premier plan les gouvernements et les acteurs tout confondu face à une forte transition urbaine couplée avec une croissance urbaine mal maîtrisée.

Pour Madagascar, le taux de croissance urbaine est de 4,5% par an. Les réalités suivantes sont à noter : la recrudescence de l'insécurité urbaine, le faible accès et la répartition inégalitaire des services urbains de base, la difficulté dans la gestion des espaces urbains, la désorganisation de la mobilité et du transport urbain Pourtant, à Madagascar comme dans beaucoup de pays, les villes génèrent plus de 2/3 du PIB national et fournissent plusieurs emplois dont la majeure partie proviennent malheureusement et heureusement dans le secteur informel.

Dans le cadre de la préparation de ce sommet, Madagascar n'a pas manqué de déployer ses efforts pour marquer sa volonté et ses engagements pour une meilleure contribution à l'élaboration du Nouvel Agenda Mondial Urbain qui va être sûrement adopté pendant cette conférence. En effet, Madagascar a été parmi les premiers pays de l'Afrique à produire son Rapport pays qui relate ses enjeux, défis et priorités en matière de logement et de développement durable. Durant le processus préparatoire, nous avons pu participer à toutes les réunions du Comité Préparatoire ou PREPCOM 1, 2 et 3. Nous avons également participé à la réunion régionale et à deux réunions thématiques. Tout cela grâce à l'appui financier de l'ONU Habitat sur le Fond d'affectation spécial destiné aux pays les moins avancés, auquel j'adresse tous nos remerciements les plus sincères au nom du Gouvernement de Madagascar.

Par ailleurs, malgré le contexte urbain très difficile, Madagascar manifeste une forte volonté à adopter une Politique Urbaine ambitieuse et volontariste. Actuellement, le processus est en cours et nous sommes au stade de finalisation de cette Politique Nationale Urbaine, en intégrant les orientations finales du nouvel agenda mondial urbain adopté. Les trois axes stratégiques de cette politique étant de mettre en place (i) des villes favorisant le développement de tous, (ii) une gestion moderne, démocratique et transparente des villes, (iii) des partenariats techniques et financiers stratégiques pour faire face aux défis de l'urbanisation.

A rappeler aussi, que nous avons depuis 2008, la Politique Nationale de l'Aménagement du Territoire et celle de l'Habitat qui sont considérées comme des éléments fondamentaux de notre Plan National de Développement 2015-2019. Ainsi, avec sa vision « Madagascar, une Nation moderne et prospère », le Gouvernement malgache a pris comme orientation générale de bâtir un nouveau Madagascar, un Madagascar fort et ainsi léguer aux générations futures un pays apaisé, uni et prospère, qui aura réussi à devenir un leader mondial de la valorisation et de la préservation de son immense capital naturel en se basant sur une croissance forte et

inclusive au service du développement équitable et durable de tous les territoires. Avec ses trois piliers, le Plan National de Développement définit en premier comme priorité la bonne gouvernance en appui au développement local basé suivant les principes de l'aménagement du territoire. Et le deuxième axe stratégique concerne la croissance inclusive et l'ancrage territorial du développement appuyant la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Aménagement du Territoire.

Ainsi, Madagascar avec cette vision de développement, s'appuie sur la force de développement des villes pour soutenir une croissance économique inclusive et soutenue. Les réseaux de villes constituent en effet une base structurant le territoire national et soutenant un développement territorial harmonieux. En conséquence, l'adoption et la mise en œuvre d'une politique nationale urbaine cohérente et ambitieuse en est un soutien de premier ordre de cette vision.

De plus, nous envisageons se démarquer des pays de l'Afrique dans la réforme foncière qui valorise le rôle de la production foncière urbaine afin de résoudre le programme de logement aux pauvres et aux nouveaux citadins, tel que prévu dans les orientations stratégiques de notre politique nationale de logement en cours de finalisation également.

Par ailleurs, il est à noter qu'afin d'instaurer une assise juridique fiable et pérenne dans tous ces efforts, Madagascar dispose actuellement d'un nouveau cadre législatif et réglementaire avec l'adoption de deux nouvelles lois : la loi d'orientation de l'aménagement du territoire, et la loi relative à l'urbanisme et à l'habitat.

Pour terminer mon intervention, Madagascar est ouvert aux échanges de bonnes pratiques avec tous les pays surtout avec ceux de l'Afrique pour une coopération sud-sud renforcé en vue de se partager les mêmes défis et objectifs. Ainsi, Madagascar reste soudé à l'Afrique et soutient les orientations définies durant les trois réunions préparatoires et s'aligne à la voix de l'Afrique qui doit tenir une place importante dans le Nouvel Agenda Mondial Urbain 2036.

Je vous remercie de votre aimable attention.